



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

PRESTATIONS DE CONSEIL, ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION EN JUSTICE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Accord-cadre à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles L 2123-1,
R 2123-1 3°, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique

Références : M 2025/21

Date limite de remise des plis

Le 10 septembre 2025 à 12h00

Exclusivement via le profil d'acheteur de l'EPF

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2822928&orgAcronyme=d4t>

SOMMAIRE

<i>Article premier - Objet étendue de la consultation</i>	3
<i>Article 2 - Durée du marché</i>	3
<i>Article 3 - Dispositions générales</i>	3
3.1 Forme/Décomposition du marché	3
3.2 Mode de financement et de règlement	3
3.3 Cotraitance et sous-traitance	4
3.4 Modification de détail au dossier de consultation	4
3.5 Codes de nomenclature cpv	4
3.6 Contenu du dossier de consultation	4
3.7 Unité monétaire et Langue	4
<i>Article 4 - Délais d'exécution</i>	4
<i>Article 5 - Délais de validité des propositions</i>	5
<i>Article 6 - Modalités d'obtention du dossier de consultation</i>	5
<i>Article 7 - Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres</i>	5
7.1 Présentation des plis	5
7.2 remise des plis par voie dématérialisée	7
<i>Article 8 - Analyse et classement des candidatures et des offres</i>	8
8.1 Critères de jugement des candidatures	8
8.2 Critères de jugement des offres	8
8.3 Modalités de calcul des notes	9
<i>Article 9 – Variantes</i>	9
<i>Article 10 – Démonstration et négociations</i>	9
10.1 Visite de site	9
10.2 Négociations	9
<i>Article 11 - Renseignements complémentaires</i>	9
11.1 – Demande de renseignements complémentaires	9
11.2 Instance chargée des procédures de recours contentieux	10
11.3 Introduction des recours contentieux	10

ARTICLE PREMIER - OBJET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La consultation régie par le présent Règlement de Consultation (RC) a pour objet l'attribution de marchés de prestations de conseil juridique et de représentation en justice.

Le descriptif technique des prestations attendues figure dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ

Chaque lot défini ci-dessous donne lieu à l'attribution d'un marché conclu pour une durée courant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026. Le marché sera reconduit tacitement par période annuelle sans pouvoir excéder l'échéance du 31 décembre 2028. En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre notifiée en LRAR au plus tard 1 mois avant la date d'anniversaire du marché.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 FORME/DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Les besoins en matière de conseil juridique et représentation en justice ont été répartis en 7 lots définis ci-dessous. Chacun des lots constitue un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les marchés sont conclus conformément à l'article R2162-4 2° du code précité, sans indication de montant minimum et dans la limite d'un montant maximum de commande fixé comme suit :

- Lot 1 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de commande et de contrats publics : **60 000 € HT**
- Lot 2 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de la copropriété : **90 000 € HT**
- Lot 3 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit immobilier et droit des obligations, droits des baux (d'habitation et commerciaux notamment) : **80 000 € HT**
- Lot 4 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit fiscal : **40 000 € HT**
- Lot 5 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des sociétés : **40 000 € HT**
- Lot 6 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit de l'environnement : **40 000 € HT**
- Lot 7 : assistance, conseil juridique et représentation en justice en matière de droit des assurances : **20 000 € HT**

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots

3.2 MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le financement sera basé sur le budget de l'EPF.

Le règlement des dépenses se fera par virement administratif. Le paiement interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des factures.

3.3 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

En application des articles R. 2142-19, R. 2142-20 et R. 2142-22 du Code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Conformément aux dispositions de l'article et R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de candidats membres de plusieurs groupements.

Le titulaire peut sous-traiter certaines opérations de son marché dans les conditions prévues L. 2193-1 à 14, R. 2193-1 à R. 2193-22 et R. 2191-45 du code de la commande publique.

Le(s) sous-traitant(s) et les conditions de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément préalable de la part de l'EPF. Cet agrément est demandé à celui-ci par le titulaire qui complète l'annexe à l'acte d'engagement constitué du formulaire DC4. Le titulaire prestataire principal demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'EPF des prestations sous-traitées.

En cours de marché, le titulaire adresse à l'EPF un exemplaire du formulaire DC4 qui vaut alors pour acte spécial en vue de la présentation d'un sous-traitant après conclusion dudit marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.4 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

3.5 CODES DE NOMENCLATURE CPV

79110000 - Services de conseil et de représentation juridique.

3.6 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière « Bordereau des prix unitaires » ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le Règlement de la Consultation ;
- le Cadre de réponse obligatoire, valant mémoire technique.

3.7 UNITE MONETAIRE ET LANGUE

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Le candidat devra impérativement présenter son offre en français.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais sont précisés dans les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

ARTICLE 5 - DELAIS DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite réception des offres.

ARTICLE 6 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE ». Les modalités de téléchargement du dossier sont précisées sur le site d'hébergement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2822928&orgAcronyme=d4t>

ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

7.1 PRESENTATION DES PLIS

Les plis remis par les candidats comportent obligatoirement :

1 - La lettre de candidature (LC) et habilitation du mandataire par ses co-traitants dûment datée et signée par la personne habilitée (formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent) pour justifier :

- Qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141 1 à 5 et L 2141-7 à 11 du Code de la commande publique ;
- être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2 - Une déclaration sur l'honneur (ou formulaire DC 2) pour justifier :

a) Ses capacités professionnelles et techniques :

- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique.

Il est rappelé que les prestations objet de la présente consultation relèvent du périmètre de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. A ce titre, le marché ne pourra être attribué qu'à un professionnel autorisé à délivrer des consultations juridiques dans le domaine du droit correspondant à l'objet du contrat.

b) Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

3- Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (il est conseillé de produire ces pièces dès la remise des plis)

• **Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail**

Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les formulaires cités ci-dessus sont téléchargeables sur le site du Ministère des Finances à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Pour chaque sous-traitant ou co-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra justifier :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du ou des sous-traitants ou du ou des co-traitants (ou DC 2);
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (ou DC1).

Les attestations ou certificats ci-dessus mentionnés doivent être rédigés en langue française.

• **Un sous-dossier contenant les éléments relatifs à l'offre :**

- L'Acte d'Engagement (AE) et le Bordereau des prix unitaires (BPU) complétés et signés par le(s) représentant(s) habilité(s) du ou des prestataires (un AE et un BPU par lot);
- Le cadre de réponse obligatoire valant mémoire technique dûment complété;

Le défaut de production d'une des pièces précitées rendra l'offre irrégulière et entraînera l'élimination du candidat. De même, les candidats n'utilisant pas le cadre de réponse fourni dans le DCE seront éliminés.

7.2 REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

L'article R. 2132-7 du Code de la commande publique dispose que « Sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu par voie électronique.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques. »

Sur les modalités de transmissions du pli par voie dématérialisé :

Les candidats transmettent leur candidature et offre exclusivement par **voie électronique, effectuée sur le profil** acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2822928&orgAcronyme=d4t>

Les plis dématérialisés devront être déposés avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Tout pli parvenu hors délai sera éliminé.

Il est rappelé aux candidats qu'ils devront impérativement remettre leurs plis au plus tard :

Le 10 septembre 2025 à 12h00

Le pli sera considéré **comme hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.**

La signature électronique n'est pas obligatoire mais il est vivement conseillé de signer électroniquement.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clés USB...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur, sauf pour les échantillons et maquettes si le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

Si une **nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat**, celle-ci **annule et remplace l'offre précédente.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que **le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.**

Tous les documents doivent impérativement être signés par une personne habilitée. Les signataires utilisent le certificat de leur choix parmi l'une des trois catégories définies par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (annexe 12 du code de la commande publique. Toutes les catégories de certificats conformes au RGS ou à des conditions de sécurité équivalentes sont utilisables sous réserves que le certificat soit utilisable pour les marchés publics.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les candidats trouveront également sur le site ci-après, le Guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf

L'EPF se réserve la possibilité de re-matérialiser les pièces et de procéder à leur signature de façon manuscrite.

ARTICLE 8 - ANALYSE ET CLASSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur analysera d'abord les candidatures et éliminera les candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre et/ou dont les capacités paraissent insuffisantes.

8.1 CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

La capacité et qualité des candidats seront appréciées en fonction des critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

- des moyens humains (qualifications, cv) ;
- références des 3 dernières années.

8.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères suivants pondérés :

1. Valeur technique 60 %	
Qualité et expérience de l'équipe dédiée et organisation mise en œuvre Le candidat présentera l'équipe dédiée au marché ainsi que son organisation et méthodologie pour répondre aux différentes sollicitations de l'EPF.	30 %
Niveau de connaissance des EPF et qualité d'appréciation des enjeux intéressant ces établissements	20 %
Capacité d'expertise de l'équipe proposée Ce sous-critère sera évalué au regard d'un dossier fourni en annexe du mémoire technique, produisant un exemple d'écriture <i>-anonymisé de sorte que le secret professionnel soit respecté</i> - produit par l'équipe dédiée, dans la ou les matières juridiques objet du ou des lots au(x)quel(s) le candidat soumissionne, avec tout élément utile à sa compréhension ainsi que l'issue de la procédure dans laquelle cette pièce ou écriture a été produite. Le candidat prendra soin de préciser le volume horaire qui a été nécessaire à la réalisation de la prestation.	10 %
2. Prix 40 %	

8.3 MODALITES DE CALCUL DES NOTES

- Critère 1 : valeur technique

Ce critère sera apprécié sur la base du mémoire technique. Pour chaque sous-critère une note sera attribuée selon l'échelle suivante :

- 1 : Insuffisant
- 2 : Peu satisfaisant
- 3 : Moyen
- 4 : Satisfaisant
- 5 : Très satisfaisant

En application de la formule suivante, une note sera ensuite attribuée pour chaque sous-critère :

$$\text{Pondération sous-critère} \times \frac{\text{Note obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue}} = \text{Note attribuée}$$

Une note correspondant à la somme des notes obtenues par sous-critère sera établie.

- Critère 2 : prix

$$40 * \frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}} = \text{Note attribuée au candidat}$$

Pour chaque lot, le prix sera noté à partir d'une commande fictive mobilisant l'ensemble des lignes du BPU et quantifiée au regard des besoins estimés par l'EPF et du bilan des prestations commandées sur les marchés passés.

Une note globale correspondant à la somme des notes finales attribuées pour les deux critères sera établie et permettra de classer le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée en première position.

ARTICLE 9 – VARIANTES

Conformément à l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique, les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

ARTICLE 10 – DEMONSTRATION ET NEGOCIATIONS

10.1 VISITE DE SITE

Sans objet.

10.2 NEGOCIATIONS

Sans objet.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

11.1 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats pourront, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires, par voie électronique via le profil d'acheteur de l'EPF jusqu'au **2 septembre 2025 à 12h00**. Une réponse sera apportée au plus tard le **4 septembre 2025**.

11.2 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

Toute demande d'information sur les voies et délais de recours doit être formulée auprès de la juridiction suivante :

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

11.3 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les tiers dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.